

***LES EVENEMENTS DU 11 SEPTEMBRE 2001 : UN TOURNANT
DANS LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES ?***

Mémoire de géopolitique
du **Commandant Etienne GOURDAIN**
dans le cadre du séminaire « Russie »

Sous la direction de **Mademoiselle Isabelle FACON**

Mars 2006

Sommaire

Première partie :

Le 11 septembre 2001 : une chance historique pour Vladimir Poutine

Vaincre les réticences de la société russe à s'engager dans un rapprochement avec l'Occident

S'affirmer comme un partenaire de sécurité crédible sur la scène internationale

Deuxième partie :

Un rapprochement légitimé par des enjeux multiples

Vu de Moscou

Vu de Washington

Troisième partie :

Un partenariat à l'épreuve du temps

Des fondements fragiles

Des divergences d'intérêt qui resurgissent

Introduction

Au lendemain des attentats de New York, Vladimir Poutine est le premier chef d'état à décrocher son téléphone pour manifester son soutien à George Bush. De nombreux observateurs de la politique internationale y ont vu l'amorce d'un virage dans les relations russo-américaines. L'objet de ce mémoire est d'examiner l'influence réelle des événements du 11 septembre 2001 sur les rapports mutuels de ces deux puissances.

En détournant des avions de ligne pour les encastrer dans les tours jumelles, les terroristes islamistes ont accéléré un processus de rapprochement engagé entre Washington et Moscou bien avant le 11 septembre 2001. Ces attentats ont fourni à Vladimir Poutine le prétexte pour légitimer auprès de la nation russe son grand dessein : faire entrer la Russie dans le club des états civilisés d'Occident. Il n'y est parvenu qu'à moitié. Certes son pays a intégré l'espace de sécurité occidental mais le cadre de la relation bilatérale avec Washington peine à s'élargir au-delà des domaines traditionnels de la défense et de la sécurité.

La coopération sincère en matière de lutte contre le terrorisme a néanmoins permis aux relations entre les deux pays de considérablement gagner en maturité en s'affranchissant notamment des vieux réflexes psychologiques hérités de la guerre froide. Washington et Moscou abordent donc aujourd'hui dans une ambiance franche et constructive tous les sujets, y compris les plus conflictuels, ce qui est de bon augure pour l'avenir.

Nous montrerons d'abord comment Vladimir Poutine a su habilement saisir l'opportunité offerte par les attentats de New York pour aplanir les nombreux obstacles qui lui barraient la route de l'Occident. Nous insisterons ensuite sur le fait qu'au delà de l'émotion universelle déclenchée par les événements du 11 septembre 2001, le rapprochement engagé entre Moscou et Washington obéit d'abord et avant tout à une logique d'intérêts nationaux. Enfin, nous présenterons les divergences et

les incompréhensions qui ne manquent pas de subsister entre ces deux anciens rivaux sans pour autant remettre en cause l'existence d'un véritable partenariat.

1. Le 11 septembre 2001 : une chance historique pour Vladimir Poutine

1.1 Vaincre les réticences de la société russe à s'engager dans un rapprochement avec l'Occident.

1.1.1 Vladimir Poutine avocat d'un rapprochement nécessaire

Lorsqu'il est nommé premier ministre de la fédération de Russie en août 1999, Vladimir Poutine est quasi inconnu du grand public. Les médias occidentaux dressent alors à la hâte un portrait caricatural de cet homme de l'ombre en le présentant comme un ancien agent du KGB ayant accompli la majeure partie de sa carrière dans les « structures de force » du pays. Cette description est pour le moins réductrice puisqu'elle omet de mentionner une caractéristique essentielle du parcours de l'actuel président russe : il est issu des libéraux de Saint-Pétersbourg.

En effet, Vladimir Poutine appartenait à l'équipe de politiciens et d'économistes libéraux que le maire de cette ville, Anatoli Sobtchak, avait réuni autour de lui au début des années 1980. Or Sobtchak a toujours été un fervent partisan du rapprochement avec l'Occident. Il fut l'un des premiers à affirmer que le rapprochement ne devait pas être simplement économique et commercial, ou même politique, mais qu'il devait inclure un partenariat stratégique avec l'OTAN¹ et les Etats-Unis. S'inscrivant dans la droite filiation de Sobtchak, Vladimir Poutine n'est donc pas un nostalgique du passé soviétique qui aurait idéalisé le régime déchu. C'est au contraire un adepte du changement qui, parce qu'il demeure attaché à la grandeur de son pays, est déterminé à le faire rentrer dans le club des nations riches et civilisées². L'admiration qu'il porte à Pierre le Grand, fondateur de la ville de Saint Pétersbourg et initiateur de la transformation de la Russie en une puissance européenne moderne, souligne cet état d'esprit.

¹ Organisation du traité de l'atlantique nord.

² Dans une interview télévisée datée du 6 mars 2000, Vladimir Poutine déclare : « la Russie fait partie de la culture européenne et je n'envisage pas que mon pays soit isolé de l'Europe et du monde civilisé. »

Il est convaincu que cette intégration du club des nations riches et civilisées suppose une approche désidéologisée des relations internationales. Il faut s'affranchir des réflexes psychologiques hérités de la guerre froide qui n'envisagent les rapports avec Washington que sous l'angle de la rivalité, voire du conflit. Dès son arrivée au Kremlin il donne d'ailleurs quelques signes de sa volonté d'assouplir les relations russo-américaines. Il efface de son discours les références incessantes au concept de multipolarité, élément central de la politique extérieure russe durant les années 1990 traduisant la volonté de Moscou de s'opposer à l'hégémonie américaine. Il renoue rapidement avec l'alliance atlantique et reçoit son secrétaire général George Robertson à Moscou en février 2000. Il demande au parlement russe de ratifier le traité START II³, signé en janvier 1993, ce que celui-ci fait en avril 2000 en conditionnant sa mise en œuvre au respect du traité ABM⁴. Enfin, il préconise un désarmement nucléaire plus important que celui prévu jusque là et cherche à relancer le dialogue avec Washington. Il y parvient lors de sa première rencontre avec George Bush le 16 janvier 2001 à Ljubljana.

Le rapprochement de l'Occident est donc engagé bien avant le 11 septembre 2001. Néanmoins des pesanteurs demeurent dans la société russe que seule l'émotion suscitée par les attentats terroristes permettra de surmonter.

1.1.2 Une société encore pénétrée de l'esprit de la guerre froide

Dans sa volonté de reconsidérer les relations de la Russie avec l'Occident et notamment les Etats-Unis, Vladimir Poutine se heurte aux réticences de l'armée, des élites et d'une partie de la rue. Le poids des vieux réflexes psychologiques dans les relations russo-américaines est très important, réflexes liés à la nostalgie, encore très prégnante au sein de la société russe, de l'ancienne relation de grand à grand.

³ Strategic Arms Reduction Treaty : traité de réduction des arsenaux nucléaires. START II prévoit une réduction des arsenaux stratégiques au terme de laquelle chaque partie ne devra pas disposer de plus de 3500 têtes nucléaires.

⁴ Anti Ballistic Missile : traité signé en 1972 entre les Etats-Unis et l'URSS interdisant notamment la conception, le test et la réalisation d'un système de « bouclier anti-missiles nucléaires ».

L'armée

L'outil militaire a toujours eu un poids central dans la vie politique et sociale de la Russie. Ce poids ne s'est pas démenti durant la décennie 1990 au cours de laquelle le Kremlin appelle l'armée à l'aide à plusieurs reprises. Le putsch d'août 1991 et la guerre en Tchétchénie en sont deux illustrations. On comprend alors que Vladimir Poutine ait intérêt à bénéficier du soutien de cette institution pour mener à bien ses projets de politique internationale visant notamment à intégrer l'espace de sécurité occidental.

Mais l'armée est historiquement l'institution de l'état russe la plus réfractaire au changement. Elle ne peut donc pas soutenir le nouveau locataire du Kremlin lorsque celui-ci lui demande d'engager des réformes. Or, envisager un rapprochement avec l'Occident impose à l'armée russe une refonte de son système de pensée stratégique et une réorganisation de ses structures. En effet, les responsables militaires actuels restent très attachés aux schémas stratégiques hérités de la guerre froide et continuent à considérer comme probable une agression venue de l'ouest. Les futurs cadres de l'institution sont toujours instruits dans cet état d'esprit manifestant ainsi la totale imperméabilité de l'armée aux évolutions de l'environnement international.

En outre, entretenir l'illusion de la persistance de cette menace majeure légitime le maintien d'une armée de masse dont le recrutement demeure basé sur la conscription. Tout assouplissement significatif dans les relations entre Moscou et Washington risquerait de remettre en cause les fondements même de l'organisation actuelle et de justifier une adaptation des structures et du format de l'armée russe aux menaces modernes. Or les militaires sont solidement attachés au statu quo qui leur garantit une position sociale enviable par une forte majorité de citoyens. N'étant pas prête à renoncer aux vieux stéréotypes et à introduire de nouveaux concepts, l'armée russe ne soutient pas Vladimir Poutine dans son approche.

Les élites

Les élites russes ont vécu l'effondrement de l'URSS⁵ comme une véritable humiliation. Humiliation car la fin de la guerre froide a contribué à la dépréciation des facteurs géopolitique, démographique, économique et militaire dont l'URSS a toujours tiré sa puissance.

Au plan géopolitique, la Russie s'est toujours enorgueillie de ses atouts maritimes et de son territoire immense, fruit des conquêtes des tsars qui avaient étendu leur influence sur des terres de plus en plus éloignées. Ces deux repères ont été fortement ébranlés lorsque l'URSS s'est éteinte pour laisser place à la Russie. La superficie totale du pays est en effet passée de 22 à 17 millions de kilomètres carrés et les accès aux mers libres se sont vus limités. C'est ce qu'Hélène Carrère d'Encausse⁶ appelle la « contraction géopolitique ».

Au plan économique, le passage incontrôlé à une économie de marché a dans un premier temps déstabilisé le pays en profondeur. Durant la décennie 1990, l'économie russe vit sous perfusion des instances internationales et les inégalités se creusent entre quelques oligarques milliardaires et l'homme de la rue dont les conditions de vie se détériorent au point de lui faire regretter l'époque soviétique. Cette crise économique est à la fois l'une des causes et l'une des conséquences de la catastrophe démographique qui ronge la Russie⁷. En effet, si la relance de l'économie patine faute d'une main d'œuvre suffisante, l'envie de fonder une famille se heurte à un horizon économique bouché. Le déclin de l'outil militaire clôt ce tableau très sombre des conséquences de l'effondrement de l'URSS.

Dans tous ces domaines géopolitique, économique, démographique et militaire, la chute du régime soviétique a donc creusé les écarts qui séparent Moscou de l'Occident et de Washington. L'accroissement de ces dissymétries explique pourquoi Moscou est parfois cantonnée à un rôle d'acteur régional là où hier elle traitait d'égal à égal avec les grands de ce monde : la Russie n'est plus nécessairement consultée sur des dossiers tels que le Moyen Orient ou les Balkans. Cette évolution de

⁵ Union des républiques socialistes soviétiques.

⁶ « Le duo Moscou/Washington à l'heure irakienne », politique internationale n°100, été 2003.

⁷ La Russie souffre d'une grande insuffisance des naissances par rapport à une mortalité très élevée. L'espérance de vie des russes se situe au 137^{ème} rang mondial pour les hommes et au 100^{ème} rang pour les femmes.

traitement est à l'origine des rancœurs ressenties par les élites russes à l'égard de l'Occident. Celles-ci rêvaient d'un partenariat équitable complètement utopique compte tenu des nouveaux rapports de force. Ainsi, dans les milieux politiques, seuls les partis libéraux comme le SPS (l'union des forces de droite) de Boris Nemtsov et Iorbloko (la Pomme) de Grigori Iavlinski sont réellement disposés à soutenir une politique pro occidentale.

La rue

Les citoyens russes ne sont pas par principe opposés à un rapprochement avec l'Occident. Les sondages effectués en 2001, quelques mois avant les attentats de New York, l'indiquent clairement : 81% des sondés soutiennent la recherche d'un partenariat avec Washington et l'Europe. La réélection de Vladimir Poutine en 2004 confirmera cette tendance.

Néanmoins, l'opinion publique demeure travaillée par l'esprit de la guerre froide et considère, pour partie, que le déclin de la Russie ne peut être que le fruit d'un complot savamment orchestré par la Maison Blanche. En outre, ils sont nombreux à garder un souvenir douloureux de la première tentative de rapprochement initiée au début des années 90. En effet, en 1992 déjà, la politique étrangère conduite par Andrei Kozyrev est entièrement fondée sur la volonté d'ancrer la Russie à l'ouest. Cette politique échoue parce qu'elle coïncide avec une période de brutales réformes économiques : elle fut donc identifiée par l'opinion à l'effondrement de l'économie et à la disparition des protections sociales. Pour certains, ce rapprochement a même été l'occasion de brader les intérêts russes.

1.1.3 Une émotion universelle et une raison incontestable.

Les attentas du 11 septembre 2001 ont déclenché une vague d'émotion universelle. Cette attaque terroriste a plongé le monde entier dans le désarroi, la tristesse, l'amertume et la colère. Durant quelques jours, hommes et femmes, d'où qu'ils viennent, se sont sentis proches des New-Yorkais. Des manifestations spontanées de soutien aux Etats-Unis se sont tenues dans toutes les capitales, y compris dans des pays comme l'Iran, traditionnellement opposé à Washington. Des milliers de

moscovites ont défilé devant l'ambassade des Etats-Unis sur Novinskii Bouvar pour manifester leur compassion ou déposer des fleurs.

Vladimir Poutine comprend très vite que l'histoire lui fournit là un prétexte incontestable pour justifier le rapprochement qu'il appelle de ses vœux depuis si longtemps. Les réticences de l'armée, des élites et de la rue à engager un rapprochement avec l'Occident s'effacent au moins temporairement devant un tel déferlement de haine, d'atrocité et de douleur. Durant cette période et compte tenu de la charge émotionnelle, toute opposition à une main tendue vers Washington est irrecevable. Décidant de tirer partie de cette vague d'émotion avant qu'elle ne retombe, Vladimir Poutine agit vite. Il est le premier à manifester son soutien à George Bush et dès le 19 septembre il accède aux demandes américaines concernant l'utilisation d'installations militaires en Asie centrale.

Toute l'adresse de Vladimir Poutine est de s'être appuyé sur l'actualité pour rehausser la position de son pays dans son face à face avec Washington. Hier puissance régionale réduite à quémander l'aide américaine sans véritable contrepartie, voilà la Russie hissée au rang de partenaire capable elle aussi d'apporter son soutien à la nation américaine en difficulté. Ce rééquilibrage du rapport de forces, ce traitement d'égal à égal flatte l'ego de la nation russe toute entière et rend le rapprochement envisageable.

1.2 S'affirmer comme un partenaire de sécurité crédible sur la scène internationale

1.2.1 Une réputation sulfureuse à surmonter

En préservant son pays de la guerre civile, en conservant la maîtrise des armes nucléaires et en instaurant une nouvelle constitution, Boris Eltsine a évité que la Russie ne sombre dans le marasme le plus noir. Néanmoins, son séjour au Kremlin reste marqué par la crise financière de 1998, le recul de la démocratie, l'avènement des oligarques et le développement de la corruption au cœur du pouvoir. Certains observateurs occidentaux audacieux se sont même hasardés à comparer cette période charnière et tumultueuse à la république de Weimar, allant jusqu'à se demander quel

führer allait prendre en main les rênes de la Russie après l'ère eltsinienne⁸. L'accession au pouvoir de Vladimir Poutine est donc accueillie avec une méfiance évidente sur la scène internationale. La trajectoire de cet ancien lieutenant-colonel du KGB, présenté comme un pur produit des structures de force ayant bâti sa popularité sur la répression en Tchétchénie, conforte ce sentiment. C'est bien lui qui promet d'aller « buter les terroristes jusque dans les chiottes ».

L'Occident redoute qu'avec Vladimir Poutine la Russie ne cède définitivement à la tentation autocratique. Cette inquiétude semble d'autant plus fondée que dix jours après son installation aux commandes de la fédération, la « mite », comme le nomment ses détracteurs, publie un décret visant à restaurer la puissance militaire russe. Il s'agit du décret relatif au « Concept de la sécurité nationale de la fédération de Russie » daté du 10 janvier 2000.

A la lecture de ce texte, la plupart des experts ne sont guère optimistes. Un rapport rédigé pour les autorités canadiennes précise : « le concept marque la détermination de la Russie à rétablir son rôle dans les affaires internationales, en s'appuyant sur une armée forte et potentiellement agressive. S'il était mis en œuvre, le concept présenterait une menace fondamentale à la sécurité internationale. » George Tenet, directeur de la CIA⁹, juge d'ailleurs publiquement que le président Vladimir Poutine tente de rétablir certains éléments du passé soviétique. D'aucun craignent donc que ce nouveau venu entraîne son pays dans le revanchisme et le monde dans une nouvelle période de tension.

1.2.2 Des relations russo-américaines dans la tourmente

Au moment où Vladimir Poutine arrive aux affaires, les relations entre Moscou et Washington sont au plus bas depuis dix ans. Les Etats-Unis ne portent plus à la Russie la même attention que par le passé, considérant que Moscou n'est plus une priorité dans les politiques étrangères et de sécurité américaines. Leurs centres d'intérêt se sont déplacés vers le Moyen Orient et la Chine.

Lors de la campagne présidentielle de 2000, George Bush critique ouvertement la politique de l'administration Clinton à qui il reproche d'avoir perdu la Russie en

⁸ Pierre Lorrain, « L'incroyable alliance Russie/Etats-Unis », page 277 : « Que pouvait-il sortir du Weimar russe sinon un führer populiste et revanchard qui, à défaut de mettre le monde à feu et à sang, relancerait pour de bon une véritable guerre froide ».

⁹ Central intelligence agency

misant trop sur les réformateurs et les démocrates censés entourer le président Eltsine. Contrairement à ses adversaires démocrates, Monsieur Bush n'entend pas faire preuve de complaisance à l'égard de la Russie. « La Russie peut être une menace si elle le décide mais elle n'est pas l'ennemi » dira-t-il. Il en donne la démonstration immédiate durant les premiers mois de son mandat puisqu'en mars 2001 le Département d'Etat décide l'expulsion de cinquante diplomates russes soupçonnés de travailler pour le SVR¹⁰. C'est un geste sans précédent depuis septembre 1986, lorsque le président Reagan avait décidé de renvoyer dans leurs pays vingt cinq diplomates soviétiques accrédités auprès des Nations Unies.

A cette époque, les points de divergence entre les deux anciens rivaux sont tellement nombreux qu'il est difficile de prendre au sérieux le discours de Vladimir Poutine prônant un assouplissement des relations avec Washington : élargissement de l'OTAN, vente d'armes russes à l'Iran, sort du traité ABM, guerre en Tchétchénie, situation des droits de l'homme, liberté de la presse. Ce contexte condamne à l'échec les tentatives de rapprochement de Vladimir poutine à moins que ne survienne un événement exceptionnel susceptible de balayer ce passif.

1.2.3 Un geste fort et symbolique

Vladimir Poutine a parfaitement compris qu'à partir du 11 septembre 2001, la guerre contre le terrorisme devient l'axe fort de la politique étrangère américaine. Serguei Ivanov ira jusqu'à dire que : « La guerre froide a alors été remplacée par un nouveau type de guerre : la guerre contre le terrorisme ». La première campagne de cette guerre de longue haleine doit punir les commanditaires de ces actes odieux. Très vite l'enquête identifie les responsables : l'organisation terroriste Al-Qaïda et l'ensemble de ceux qui la soutiennent, au premier rang desquels le régime afghan des Talibans. Compte tenu de l'impossibilité d'établir des bases sur le territoire pakistanais, en raison de l'agitation islamique sur place et de la situation délicate du président Perez Musharaf, l'armée américaine est entravée dans son action. Elle est contrainte d'agir

¹⁰ Lors de l'effondrement de l'URSS, le KGB s'est scindé en deux organismes : l'un chargé de la surveillance du territoire, le FSB, et l'autre du renseignement extérieur, le SVR.

à partir des portes avions de la V^{ème} flotte en mer d'Arabie pour frapper l'Afghanistan.

Vladimir Poutine, toujours très pragmatique, va chercher à valoriser les atouts accumulés par son pays au fil de l'histoire pour venir en aide aux Etats-Unis. Parmi ces atouts figurent notamment des liens particuliers avec les jeunes républiques d'Asie centrale. Ces liens sont le fruit d'un long passé commun dont témoignent les bases aériennes russes encore présentes dans cette région sensible. Pouvoir utiliser ces installations militaires faciliterait grandement la manœuvre envisagée par Washington.

Au-delà de l'accord de principe des républiques elles mêmes, un tel projet, compte tenu de la sensibilité du sujet et de l'influence toujours prégnante du grand frère russe dans la zone, nécessite l'aval de Moscou pour voir le jour. Rompant avec l'extrême prudence et les tergiversations qui caractérisent les pratiques diplomatiques russes, Vladimir Poutine va très rapidement donner son accord. Ce feu vert du président est un geste fort et symbolique. Fort car il est le fruit d'une décision courageuse prise malgré l'opposition de deux poids lourds de la nation russe : les élites et l'armée. Symbolique car en autorisant les soldats américains à poser le pied dans l'ex sphère d'influence soviétique, il consacre la fin d'une époque. Mais cette autorisation est également la preuve indiscutable de la bonne foi et de la détermination de Moscou à se rapprocher de l'Occident et des Etats-Unis.

Au-delà de l'émotion suscitée par les événements du 11 septembre 2001, c'est parce que Moscou et Washington y trouvent chacun leur intérêt que leurs relations, qui avaient commencé à s'assouplir bien avant les attentats, se réchauffent franchement à compter de cette date.

2. Un rapprochement légitimé par des enjeux multiples

2.1 Vu de Moscou

2.1.1 Stabiliser la proche périphérie et notamment le flanc sud

Les cinq républiques d'Asie centrale rassemblent près de soixante millions d'individus appartenant à plus de trente ethnies réparties entre des frontières arbitraires, décidées par Staline en 1924 lorsqu'il fit éclater le Turkestan. Son objectif était de substituer une notion nouvelle de nationalité à l'influence séculaire de l'Islam et de la culture turque. Tentative vaine ! Depuis l'effondrement de l'ordre communiste, en effet, c'est l'Islam qui apparaît comme le tissu fédérateur de ces peuples.

S'engouffrant dans le vide idéologique laissé par l'effondrement de l'URSS, des mouvements islamistes radicaux cherchent même à passer d'un Islam identitaire à un Islam prosélyte en substituant le salafisme au soufisme. Deux groupuscules sont actifs dans la région. Le plus virulent est le Parti de libération islamique ou HT, initial de son nom arabe « Hizb ut Tahir al Islami ». Fondé en Arabie saoudite, il espère regrouper la grande oumma¹¹ d'Asie centrale sous un califat englobant le Xingjiang chinois. Il compterait plusieurs dizaines de milliers de partisans en Ouzbékistan et au Kirghizistan. Le second groupe, plus ancien et plus important, est le MOI, Mouvement islamique d'Ouzbékistan, qui en dépit de son nom, tente de lancer le djihad en Asie centrale à partir de bases au Tadjikistan et au Kirghizistan.

En 1995, la victoire des Talibans en Afghanistan donne un second souffle à ces terroristes en leur fournissant une base arrière et des capacités logistiques.

Conscients des dangers que de tels mouvements font peser sur leur étranger proche, les russes s'intéressent dès le début des années 1990 à ces groupes terroristes. Ils s'organisent même à l'échelle régionale pour combattre ce péril islamique au travers du « Groupe des Cinq » en 1996. Cette organisation, qui unit la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, et dont la première raison d'être est la lutte contre le terrorisme, devient, en 2001 avec l'adhésion de l'Ouzbékistan, « l'Organisation de coopération de Shanghai ».

¹¹ Communauté islamique

Cependant, avec la crise tchéchène, les mouvements islamiques radicaux trouvent un terrain d'expression privilégié et le prétexte pour frapper le territoire russe. Les revendications indépendantistes se muent rapidement en des revendications identitaires religieuses. A la veille des attentats du 11 septembre, le terrorisme islamique est donc à la fois un sujet de sécurité intérieure avec le conflit tchéchène et une source de déstabilisation régionale avec l'Asie centrale. Incapable d'être présent sur tous les fronts et désireuse de ne pas reproduire les bourbiers tchéchène ou afghan, Moscou voit donc d'un très bon œil, au moins à court terme, la participation de Washington à la stabilisation de la région. D'autant qu'il ne saurait y avoir d'afflux d'investisseurs étrangers et donc de développement économique sans garantie d'une certaine stabilité régionale. Accepter la présence américaine en Ouzbékistan et au Tadjikistan sert donc les intérêts russes immédiats dans la région.

2.1.2 Recevoir le soutien des Etats-Unis dans le développement économique

Lorsque Vladimir Poutine accède au pouvoir en août 1999, la situation économique de la fédération russe n'est pas brillante. La transition vers la propriété privée a fait subir à la Russie une crise considérable qui a appauvri le pays de moitié entre 1990 et 1997. Cette période s'est achevée en 1998 par une crise financière et bancaire majeure.

Or, Vladimir Poutine est convaincu que la globalisation des équilibres économiques mondiaux a entraîné un bouleversement dans la hiérarchie des facteurs dont les états tirent leur puissance et leur influence sur la scène internationale. Selon lui, le poids du facteur économique n'a cessé de s'accroître alors que l'importance de facteurs géopolitiques plus traditionnels tels que les ressources militaires s'est considérablement amoindrie. Il se fixe donc comme objectif prioritaire de restaurer la santé économique de son pays afin de résorber la pauvreté et de rendre à la Russie son rang sur la scène internationale.

Dans une économie mondialisée, cela passe par l'intégration de la Russie à la vie économique internationale et suppose donc le concours des pays occidentaux. En effet, les pays occidentaux et parmi eux les Etats-Unis, ont un poids considérable dans les organismes chargés de réguler l'économie mondiale et de soutenir le développement des pays émergents. Ils disposent également d'une puissance

industrielle et financière susceptible d'investir en Russie. Les responsables russes attendent notamment des occidentaux qu'ils facilitent l'accès des produits russes à leur marché, qu'ils suppriment les restrictions sur les exportations de haute technologie et qu'ils aident Moscou à renforcer sa présence dans la communauté économique internationale.

En récompense de sa franche coopération à la guerre contre les Talibans, Vladimir Poutine espère que George Bush pèsera de tout son poids pour faciliter des avancées sur tous ces dossiers.

Les premiers signes positifs ne se font pas attendre puisque dès le sommet de Crawford de novembre 2001, la thématique économique occupe une part importante des échanges entre les anciens rivaux. Washington y évoque notamment un geste sur la dette russe ainsi qu'un soutien à la candidature de Moscou à l'OMC¹². Six mois après, en novembre 2002, les Etats-Unis reconnaissent à l'économie russe le statut d'économie de marché, accroissant ainsi ses chances d'intégrer l'OMC.

2.1.3 Faire taire les critiques sur l'intervention en Tchétchénie

Avant les attentats terroristes de New York, Moscou est régulièrement montrée du doigt par les instances internationales au sujet de son attitude en Tchétchénie. En avril 2000, par exemple, l'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe recommande de priver les députés russes de leur droit de vote, voire d'engager contre Moscou une procédure d'expulsion pour sa politique répressive en Tchétchénie. On lui reproche la dérive sanglante de l'armée russe se traduisant par des traitements inhumains à l'égard des combattants et même des civils tchétchènes.

Le dossier tchétchène embarrasse Vladimir Poutine car il contrarie directement sa volonté d'intégration de l'espace occidental. En effet, de tels comportements indignes risquent de rendre improbable l'entrée de la Russie dans le club des grands états civilisés d'Occident. Parallèlement, le président russe sait pertinemment que sa popularité repose en grande partie sur la fermeté dont il fait preuve à l'égard de cette république séparatiste du Caucase et qu'il n'est pas digne d'une grande puissance de renoncer à une partie de son territoire. Tirailé entre les exigences intérieures et ses

¹² Organisation mondiale du commerce

ambitions internationales, Vladimir Poutine dispose donc de très peu de marge de manœuvre sur la question tchéchène avant les attentats du 11 septembre 2001.

Une fois encore, ces événements tragiques vont redonner l'initiative au locataire du Kremlin en lui permettant de justifier ses méthodes en Tchétchénie et d'atténuer les critiques. Hélène Carrère d'Encausse résume bien l'instrumentalisation des attentats du 11 septembre par Vladimir Poutine : « L'adhésion de Poutine à la lutte antiterroriste des Etats-Unis lui a permis d'inscrire la résistance tchéchène dans la catégorie des mouvements terroristes, donc lui a laissé toute latitude pour la briser »¹³. A compter de cette date, le président russe va en effet s'employer à expliquer que le conflit tchéchène est un des champs de bataille de la guerre contre le terrorisme islamiste. Ce n'est plus la sale guerre du président Poutine mais un épisode de la lutte mondiale contre le terrorisme islamiste. Le Kremlin répète alors à l'envi que le combat des indépendantistes tchéchènes correspond à celui des islamistes d'Al-Qaïda.

C'est ce que certains spécialistes de ces questions appèleront la « benladelisation »¹⁴ des tchéchènes, soulignant ainsi le caractère discutable de telles affirmations. Certes, à partir de 1992, la Tchétchénie, à l'instar des nouveaux Etats indépendants d'Asie centrale, reçoit d'importants subsides d'Arabie saoudite pour financer des mosquées et des écoles coraniques. Une partie de cet argent sert également à la guerre. Des combattants arabes se joignent aux rebelles, notamment un groupe dirigé par Khabib Abder-Rakhman, dit « commandant Khattab ». Il n'en demeure pas moins que les sources du conflit tchéchène n'ont rien à voir avec le terrorisme international. Pourtant, dans sa grande majorité, la communauté internationale adhère au discours de Vladimir Poutine et cette tendance va s'accroître après la tragédie du théâtre de Moscou en octobre 2002. A partir de cette date, de l'OTAN à l'Union européenne en passant par Washington, tout le monde approuve Vladimir Poutine et sa conception extensive du terrorisme islamique tchéchène. L'inscription de trois mouvements indépendantistes tchéchènes sur la liste américaine des organisations terroristes à combattre en est une preuve éclatante.

¹³ « Le duo Moscou/Washington à l'heure irakienne », politique internationale n°100, été 2003.

¹⁴ Expression utilisée par Olivier Guez et Frédéric Encel dans un article intitulé « Le couple Washington - Moscou et la crise irakienne » paru dans le n°99 de Politique internationale (printemps 2003)

2.1.4 Redonner à la Russie un rôle de premier plan sur l'échiquier mondial

Au lendemain de la chute du régime soviétique, la Russie est consciente que ses faiblesses internes la tiennent à l'écart des forums et des structures internationales où l'on débat des grands enjeux mondiaux. Vladimir Poutine est déterminé à rompre avec cet isolement car il refuse d'admettre pour son pays le rôle d'acteur de second rang. Il veut que Moscou intègre le processus décisionnel international dans un maximum de domaines et notamment dans celui de la sécurité.

Le locataire du Kremlin va donc se servir de son soutien à la coalition antiterroriste comme d'un tremplin pour participer pleinement à l'élaboration des réponses internationales aux nouveaux défis de sécurité. Il espère notamment que Moscou sera associée de manière plus substantielle à la prise de décision dans le cadre de ses relations avec l'OTAN.

Rappelons en effet que depuis l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre la Russie et l'OTAN, signé en grande pompe à Paris par Boris Eltsine, Bill Clinton et leurs homologues en mai 1997, les anciens ennemis siègent déjà au sein d'un conseil. Cependant, il s'agit au mieux d'un organe d'information. L'Alliance atlantique prend ses décisions à part et les communique à la Russie qui les enregistre. La Russie est donc le parent pauvre à qui l'on fait des offres à prendre ou à laisser. Vladimir Poutine estime que son pays mérite mieux que ce rôle peu gratifiant de partenaire extérieur, surtout depuis qu'il a démontré sa détermination à combattre le terrorisme international. C'est ce qu'il exprime en décembre 2001 lors de son voyage officiel au Royaume-Uni : « Graduellement, avec l'élargissement du travail conjoint et l'accroissement de la confiance, la liste des problèmes relevant d'une décision commune pourra être étendue ».

Avec la création le 28 mai 2002 du conseil conjoint OTAN Russie, il obtient finalement gain de cause en devenant cette fois un élément à part entière du processus interne d'élaboration d'une politique commune. En effet, une étroite collaboration s'instaure dans une liste impressionnante de domaines¹⁵, puisque Moscou siège cette fois sur un pied d'égalité avec chacun des membres de l'Alliance,

¹⁵ Lutte contre le terrorisme, gestion des crises, non prolifération, maîtrise des armements et mesure de confiance, défense contre les missiles de théâtre, recherche et sauvetage en mer, coopération entre militaires et réforme de la défense, plans civils d'urgence, menaces et défis nouveaux.

avec les mêmes droits et prérogatives que les autres. Vladimir Poutine a donc été récompensé de ses efforts.

2.2 Vu de Washington

Washington n'est pas en reste dans ce partenariat. Ce rapprochement avec Moscou permet en effet la satisfaction d'intérêts américains à court, moyen et long terme.

2.2.1 Engager une coopération opérationnelle

Si la détermination des américains à venir éteindre en Afghanistan l'un des foyers de l'Islam radical arrange Moscou, Washington se réjouit de pouvoir profiter de l'expérience et de la connaissance des russes sur ce terrain.

Cette connaissance s'appuie d'abord sur leur occupation du pays entre 1980 et 1988 et sur la conservation de nombreux contacts noués durant cette période. Moscou dispose donc d'un réseau de renseignement humain sur le théâtre afghan qui intéresse l'administration américaine au premier chef. En effet, soucieux de ne pas reproduire les erreurs qui ont empêché de voir venir les attentats du 11 septembre, les responsables américains sont bien décidés à ne plus négliger cette branche capitale du renseignement.

L'expertise russe s'appuie ensuite sur une dizaine d'années de lutte directe ou indirecte contre des combattants islamistes en Ouzbékistan, au Tadjikistan et en Tchétchénie. Ce combat de longue haleine a bien sur conduit Moscou à s'intéresser aux Talibans et aux activités d'Al-Qaïda en Afghanistan. Consciente du rôle essentiel joué par l'organisation d'Oussama Ben Laden dans cette dynamique terroriste, Moscou avait menacé dès l'année 2000 d'intervenir préventivement contre des positions d'Al-Qaïda en Afghanistan. Démontrant une nouvelle fois leur connaissance précise de la région, les services de renseignement russes transmettent le 9 mars 2001 à l'ONU un rapport établissant de façon extrêmement rigoureuse la localisation de cinquante cinq bases d'Al-Qaïda en Afghanistan, fournissant des détails sur l'organigramme des Talibans, et révélant le nom et le rôle d'une trentaine d'officiers pakistanais impliqués dans le soutien au groupe islamiste radical. On comprend mieux alors pourquoi Washington, à la recherche d'une victoire militaire

rapide en Afghanistan afin de redorer le blason de la puissance américaine, juge nécessaire de s'attirer le soutien de Moscou.

2.2.2 Diversifier les approvisionnements pétroliers

Le premier effet des attentats du 11 septembre 2001 a peut être été d'ouvrir les yeux des américains sur la nature véritablement anti-occidentale de l'Arabie saoudite. Les américains ont redécouvert sa responsabilité majeure dans l'endoctrinement de milliers de jeunes musulmans et l'incitation à la haine de l'Occident. En effet, quinze des dix-neuf pirates de l'air sont de nationalité saoudienne, tout comme le principal responsable d'Al-Qaïda. L'allié saoudien est donc embarrassant d'autant plus que le soutien apporté au régime anti-démocratique de Ryad est en totale contradiction avec le discours post 11 septembre de la Maison blanche présentant la démocratie comme le meilleur rempart contre le terrorisme.

Cette prise de conscience amène les responsables américains à s'interroger sur la validité du pacte du Quincy, du nom du croiseur sur lequel Roosevelt et le roi Ibn Séoud définirent les termes de leur alliance au lendemain de la seconde guerre mondiale : en échange de la stabilité du royaume, Ryad s'engageait à garantir les approvisionnements pétroliers des Etats-Unis. Alors que la dépendance américaine des importations de pétrole n'a jamais été aussi sensible¹⁶, l'un des piliers de leurs approvisionnements extérieurs semble vaciller. Certes l'Arabie saoudite n'a jamais inondé de son brut le marché américain¹⁷. En revanche, elle a toujours joué de ses réserves immenses et de sa capacité de production non utilisée pour stabiliser le prix du baril en ouvrant les vannes dès que le contexte laissait présager une forte hausse. Au lendemain des attentats de New York, l'administration américaine doute de la loyauté de Ryad. Elle est donc déterminée à prendre ses distances avec l'Arabie saoudite en diversifiant ses approvisionnements pétroliers. Cela suppose de trouver une nation exportatrice de brut n'appartenant pas à l'OPEP et disposant de capacités de production suffisantes.

¹⁶ Les Etats-Unis produisent de moins en moins de pétrole (-39% sur les trente dernières années) et en consomment de plus en plus (+33% sur les vingt prochaines années). Les importations devront combler la baisse de la production et la progression de la consommation. Dans vingt ans, deux barils sur trois devront être importés.

¹⁷ Les importations saoudiennes n'ont jamais dépassé 25% de la consommation américaine (1977)

C'est à ce moment que Moscou entre en lice. La Russie a toujours été une grande puissance pétrolière mais elle a traversé des hauts et des bas ces quinze dernières années. Plus gros producteur mondial en 1988 avec 12,6 millions de barils par jour, elle chute à 6,1 millions de barils huit ans plus tard en raison de la crise économique, du manque d'investissements et de la main basse des oligarques sur les richesses des compagnies pétrolières. Poutine va s'attacher à inverser cette tendance en commençant par rassurer les barons de l'industrie pétrolière : il s'engage à ne pas remettre en cause leurs acquisitions litigieuses s'ils se tiennent à l'écart des affaires politiques de la Russie. Le retour d'un climat de confiance entre le Kremlin et les compagnies pétrolières favorise les investissements au détriment du transfert des gains sur des comptes à l'étranger. Ces investissements et les dévaluations du rouble permettent à la production pétrolière de redécoller en Russie au début des années 2000.

En s'engageant dans un rapprochement avec Moscou au lendemain des attentats de New-York, Washington compte donc également pouvoir profiter du pétrole russe. Cet espoir est d'autant plus fondé que Moscou cherche des investisseurs et des marchés. Dès le 16 juin 2001, au château de Brdo, près de Kranj en Slovénie, le président russe avait déjà affirmé qu'au lieu de s'opposer sur l'exploitation des richesses pétrolières de l'Asie centrale, la Russie et les Etats-Unis pouvaient collaborer utilement dans ce domaine.

Les premiers signes de ce nouveau partenariat énergétique se manifestent dès novembre 2001 avec la mise sur pied d'une commission bilatérale sur l'énergie coprésidée par le vice-président Dick Cheney et le premier ministre Mikhaïl Kassianov. Cette commission est chargée de favoriser l'exportation de pétrole russe vers les Etats-Unis et de renforcer la place des compagnies américaines dans le paysage pétrolier russe. Ce partenariat revêt une nouvelle dimension avec la décision conjointe d'alimenter la réserve stratégique américaine avec du pétrole russe. On envisage même de créer un port en eaux profondes à Mourmansk sur la mer de Barents. Ainsi, les supertankers russes à destination des Etats-Unis pourront passer par le nord en évitant les passages délicats du Bosphore ou des détroits entre la Suède et le Danemark. En mai 2002 le ministre de l'énergie Igor Youssoufov annonce que la Russie est prête à devenir « un fournisseur stable d'énergie pour le marché

américain sur une base permanente »¹⁸. Le même mois, la compagnie pétrolière russe Ioukos effectue une première livraison de brut russe aux Etats-Unis par supertanker.

2.2.3 Elargir sa zone d'influence

En s'implantant, avec la bénédiction du Kremlin, dans le Caucase du nord et en Asie centrale, Washington ne se contente pas de prendre temporairement possession de points d'appui nécessaires à la conduite de sa campagne contre l'Afghanistan. Cette manœuvre s'inscrit dans une démarche stratégique globale visant à contrôler les approvisionnements pétroliers de la Caspienne, faire éclore la démocratie sur le flanc sud de la Russie et endiguer la montée en puissance de la Chine en Asie centrale.

Au-delà du soutien apporté aux militaires géorgiens dans leur combat contre les indépendantistes tchéchènes réfugiés dans les gorges du Pankisi, les deux cents instructeurs américains déployés en Géorgie sont également chargés de protéger le chantier de l'oléoduc BTC¹⁹ devant acheminer le brut de la mer Caspienne en mer méditerranée.

En Géorgie, en Ouzbékistan et au Kirghizistan les américains entendent mettre à profit leur présence pour promouvoir le modèle démocratique occidental. La stratégie de Washington consiste à s'appuyer sur des ONG²⁰ américaines pour travailler les mouvements d'opposition intérieure et déclencher des révolutions populaires. Cela donne la vague de révolutions pacifiques et démocratiques qui de novembre 2003 à janvier 2005 frappera successivement le Géorgie, l'Ukraine et le Kirghizistan.

Enfin, la Chine et les inquiétudes qu'elle suscite à Washington ne sont pas totalement absentes des motivations de ce déploiement américain en Asie centrale. S'implanter dans cette région est une manière de contrôler une partie des approvisionnements pétroliers de Pékin dont on sait combien ils sont cruciaux pour assurer son extraordinaire développement économique. La Chine est en effet en passe de devenir le premier importateur mondial de pétrole. C'est également une manière de contrer l'influence grandissante du voisin chinois dans cette zone pour éviter que l'Asie centrale ne bascule sous la domination de Pékin. Le Kirghizistan est un bon exemple des liens économiques étroits que la Chine cherche à établir avec ces nouvelles

¹⁸ Newline, 4 février, 3 mai 2002.

¹⁹ Bakou (Azerbaïdjan), Tbilissi (Géorgie), Ceyhan (Turquie).

²⁰ Organisation non gouvernementale

républiques : on y trouve une forte population Ouïgour chinoise et Bichkek est devenu un grand marché chinois.

Une fois l' « effet 11 septembre » retombé, le nouveau partenariat subit ses premières mises à l'épreuve. Les divergences d'intérêt, hier reléguées au second plan, ressurgissent alors naturellement en pleine lumière et les opposants au rapprochement ne manquent pas de pointer du doigt les inévitables imperfections de ce nouvel édifice.

3. Un partenariat à l'épreuve du temps

Il a fallu attendre que la vague d'émotion déclenchée par les attentats du 11 septembre et le climat compassionnel associé retombent pour mesurer la véritable teneur du partenariat naissant entre Moscou et Washington. Ce partenariat s'est dévoilé sous son vrai jour dès que les premières tensions n'ont pas manqué de se manifester. Deux constats ont pu alors être tirés : des intérêts divergents subsistent sur de nombreux sujets et aucun des protagonistes ne souhaite s'aligner totalement sur la vision de l'autre ; ce partenariat présente quelques fragilités de conception.

3.1 Des fondements fragiles

3.1.1 Un partenariat reposant trop fortement sur la personnalité des chefs d'état et les rapports qu'ils entretiennent

L'histoire des relations internationales ne cesse de souligner combien le niveau de coopération bilatérale entre deux pays est soumis à la qualité des relations qu'entretiennent leurs chefs d'états. Si deux chefs d'état s'apprécient, leurs pays peuvent parfois opérer des rapprochements aussi spectaculaires qu'inattendus. Ce fut notamment le cas d'Adenauer et de Gaulle dont l'amitié permit à la France et à l'Allemagne de reconstruire une relation durable sur les décombres de la seconde guerre mondiale.

Vladimir Poutine et George Bush n'ont pas mis beaucoup de temps à se comprendre et ont rapidement éprouvé du respect l'un pour l'autre. D'aucun, dans leurs entourages respectifs, ont même parlé de coup de foudre. Dès le sommet de

Ljubljana en Slovénie en juin 2001, George Bush confiera au sujet de son interlocuteur : « J'ai regardé l'homme dans les yeux. Je l'ai trouvé direct et digne de confiance ».

Cette nouvelle amitié n'a rien de surprenant : les deux hommes sont de la même génération et l'un et l'autre sont de nouveaux venus sur la scène internationale. En outre ils partagent un certain nombre de valeurs humaines ce qui est primordial aux yeux de George Bush dont l'administration se caractérise par un moralisme d'essence largement biblique²¹. Enfin, cette bonne entente est également certainement le fruit de l'influence de Conzoleezza Rice qui connaissait déjà Vladimir Poutine puisque de 1989 à 1991, dans l'administration de George Bush senior, elle dirigeait le département des affaires soviétiques et est européennes au sein du conseil pour la sécurité nationale (NSC). A cette époque, les élites libérales russes qui entouraient Boris Eltsine prônaient ouvertement un rapprochement avec les Etats-Unis et même une véritable alliance. Outre Andreï Kozyrev, qui deviendra plus tard le premier ministre des affaires étrangères de la nouvelle Russie, l'un des principaux partisans de cette thèse était Anatoli Sobtchak, le maire de Saint Pétersbourg. Or Vladimir Poutine était à l'époque l'un de ses conseillers et il deviendrait rapidement son bras droit.

Une complicité va donc rapidement s'instaurer entre ces deux responsables, complicité alimentée notamment par leur volonté commune d'en finir avec les vieux réflexes de la guerre froide²². Cette complicité va leur permettre d'inscrire leurs pays respectifs dans une dynamique de rapprochement mutuel. Aujourd'hui, certains experts des questions russo-américaines considèrent que le partenariat entre Moscou et Washington repose de manière trop marquée sur les chefs d'état et les relations qu'ils entretiennent. Ils ajoutent qu'au delà de la sympathie personnelle qui unit Vladimir Poutine et Georges Bush, le remplissage du contenu réel du partenariat des deux pays et l'élargissement de ses bases n'a pas lieu. Ils concluent donc sur la fragilité de la relation bilatérale.

²¹ En mai 2002, en pleine visite officielle à Saint-Pétersbourg George Bush précisera : « Cela nous a donné la possibilité de voir les Poutine en direct et de nous faire une idée de leurs valeurs. La chose qui m'a frappé le plus, c'est la manière dont ils ont élevé leurs filles. Il est clair que leur maman et leur papa les aiment beaucoup, et cela nous a fait forte impression à Laura et à moi. »

²² En mai 2000, avant même d'être nommé candidat de son parti lors de la convention républicaine de Philadelphie, George Bush déclarait : « Il est temps de laisser la guerre froide derrière nous, et de se défendre contre les nouvelles menaces du XXI^{ème} siècle. Il existe des manières positives et pratiques de démonter à la Russie que nous ne sommes plus des ennemis ».

3.1.2 Une base de coopération trop étroite

Lors de sa visite à Moscou en juillet 2001, Condoleezza Rice avait souligné la nécessité d'élargir les bases de la relation bilatérale au-delà du traditionnel domaine militaire en y incluant notamment les aspects économiques. Plus de quatre années après les attentats terroristes de New York, il est intéressant de dresser un bilan du contenu exact de ce partenariat.

Au risque de décevoir Madame Rice, force est de constater que la diversification qu'elle appelait de ses vœux n'est pas flagrante. Nous assistons plutôt à un mouvement inverse consistant à consolider ce qui constituait, déjà avant le 11 septembre, le socle de la relation bilatérale à savoir les aspects militaire et de sécurité. Le chef d'état-major des armées russes Yuri Baluyevsky soulignait le 2 décembre 2005 combien les attentats du 11 septembre avaient donné un nouvel élan à la coopération américano-russe en matière de lutte contre le terrorisme²³.

Dans le domaine économique, en revanche, la coopération peine à prendre forme. Les espoirs caressés de mettre sur pied un véritable partenariat énergétique ont été mis à mal par l'affaire Ioukos. Beaucoup d'investisseurs américains potentiels ont été refroidis par les méthodes employées à l'égard de la compagnie pétrolière et de son dirigeant si bien que le projet de port en eaux profondes en mer de Barents est resté lettre morte.

L'affaire Ioukos est intéressante car elle montre combien il est parfois difficile de concilier volonté de développement économique et maintien de souveraineté. Certes les attaques dont Monsieur Khodorkovsky a été la cible sont en partie dues à son

²³ Baluyevsky said that September 11, 2001 gave an impetus to Russian-American military ties. "Prior to 2001, cooperation between Russia and the United States was mainly limited to seminar debates and no more. September 11 prompted the United States to advance to deeper cooperation," he said. "We have advanced to higher quality cooperation in a number of spheres. This applies to operational information exchanges on counter-terrorism involving on the channels of funding and the delivery of arms and explosives to terrorist groups. We are also cooperating in the tightening of controls over portable air defense systems to prevent terrorists from getting hold of them," Baluyevsky said. Baluyevsky announced he believes defense cooperation between Russia and NATO to be mutually profitable. "Cooperation between Russia and NATO has been proceeding on mutually profitable terms," he said. "Russia and NATO are developing cooperation in anti-missile defenses and in the struggle against terrorism and nuclear proliferation as well as in naval and other fields", he said. "Next year will see 46 joint exercises aimed at boosting the inter-operability of Russian and NATO forces, 13 of which will be conducted in Russia and the rest on the territories of NATO countries", the general said.

activisme politique²⁴ et à ses ambitions personnelles non dissimulées pour l'après-2007. Néanmoins, sa volonté de rapprochement avec les Etats-Unis a constitué un autre facteur aggravant aux yeux du Kremlin. En effet, le président directeur général de Ioukos a soutenu plusieurs projets ou réformes allant à l'encontre des intérêts du Kremlin et des sociétés énergétiques nationales mais favorables aux Etats-Unis. Le projet d'oléoduc privé près de Mourmansk, par exemple, aurait facilité les exportations de brut vers les Etats-Unis mais mis à mal le monopole de Transfnet, entreprise d'Etat en charge du réseau des pipelines, qui est l'un des seuls outils restant au Kremlin pour contrôler les activités des pétroliers privés.

Quant à l'intégration de la communauté économique mondiale, Moscou n'est toujours pas membre de l'OMC et continue à déplorer que la législation américaine s'oppose au commerce avec la Russie. En effet, malgré les promesses répétées de l'administration Bush, l'amendement Jackson-Vanek imposant des contraintes commerciales n'a toujours pas été abrogé.

3.1.3 Des référentiels de valeur différents

Le choc des valeurs

Dans le contexte de l'après 11 septembre, de l'expédition militaire en Afghanistan et de la lutte contre le terrorisme, l'institution américaine a dégagé cinq vérités fondamentales, susceptibles de s'appliquer à tous les peuples sans distinction et constituant un socle commun à défendre. Examinons ce référentiel de valeurs avancé début 2002 par l'American Institute for Values :

1. Tous les êtres humains naissent libres et égaux en droit et en dignité, ce qui implique l'égalité hommes femmes.
2. Le sujet fondamental de la société est la personne humaine. Un gouvernement a pour rôle légitime de protéger et d'entretenir les conditions de l'épanouissement humain, ce qui délégitime les tyrannies.
3. Les êtres humains sont naturellement enclins à chercher la vérité sur le sens et les fins dernières de la vie, ce qui ouvre la réflexion philosophique et eschatologique.

²⁴ Mikhaïl Khodorkovsky s'était notamment prononcé en faveur de la guerre en Irak alors que la Russie y était officiellement hostile.

4. La liberté d'opinion et de culte est un droit inviolable de la personne humaine, ce qui implique aussi la légitimité de la laïcité, de l'apostasie ou de l'athéisme.

5. Tuer au nom de Dieu est contraire à la foi en Dieu. C'est la plus grande trahison de l'universalité de la foi religieuse, ce qui bannit toute guerre sainte.

Après lecture, on ne voit pas en quoi la Russie serait incapable de rallier ces valeurs et on est même tenté de penser qu'elle les ralliera plus facilement qu'une nation de tradition non occidentale.

Néanmoins, le poids de l'histoire demeure présent et le passé autocratique ne peut s'effacer du jour au lendemain. Ainsi, même si la liberté d'expression a accompli d'énormes progrès²⁵, il est toujours périlleux de s'en prendre au pouvoir central et la liberté de la presse tient du combat à mener. Un journaliste indépendant peut certes travailler à peu près librement, certains sujets d'investigation portant sur le risque nucléaire et l'armée demeurant toutefois dangereux, tout en sachant qu'il peut, du jour au lendemain, être dissuadé d'approfondir ses enquêtes.

Mais la Russie pose également problème par la violence des rapports interpersonnels qui y règnent et la culture des organismes de sécurité. Le cas tchéchène comme celui de Beslan témoignent du fait que ce pays ne place pas l'obligation de protection des citoyens au cœur des devoirs de l'Etat.

C'est certainement les raisons pour lesquelles George Bush déclare, peu de temps avant la rencontre de Bratislava avec son homologue russe fin février 2005 : « les pays occidentaux partagent des valeurs et le président Poutine devrait s'en souvenir ». Ce sujet des valeurs est donc la première pierre d'achoppement entre Washington et Moscou.

Le dogme de la démocratie

De nombreux adjectifs ont été utilisés pour qualifier l'équipe qui entoure George Bush et préside aux destinées de la plus grande puissance mondiale depuis janvier 2001 : néo conservatrice, moraliste, ultra réaliste etc. Cette école de pensée se

²⁵ En 1968, Vladimir Nabokov déclarait : « Dans mon for intérieur, je vois toujours cet abîme absolu qui sépare l'enchevêtrement de fils de fer barbelés des Etats policiers de cette liberté spacieuse de la pensée qui est la nôtre en Amérique et en Europe occidentale. » Partis pris chez Robert Laffont.

différence de l'administration Clinton par une nouvelle approche des relations internationales privilégiant l'efficacité à la stabilité.

La stabilité coûte que coûte a montré ses limites puisque les terroristes du 11 septembre venaient en grande majorité d'un état stable, en l'occurrence l'Arabie saoudite, et que la plaque tournante de l'Islamisme se trouve au Pakistan, autre état dont les frontières et le régime n'ont pas évolué depuis des années.

L'efficacité, au contraire, consiste à instaurer la démocratie à tout prix, même si cela doit passer par un renversement de régime. Cette vision a été confortée par les événements du 11 septembre. Donald Rumsfeld l'exprime très clairement lorsqu'il dit : « Il n'y aura pas de victoire contre le terrorisme sans démocratisation. Bien que non démocratiques, les modes de vie traditionnels présentent de nombreux aspects positifs, et ne conduisent pas, en tant que tels, au terrorisme. Mais leur maintien devient de plus en plus problématique : les populations concernées cherchent à bénéficier en même temps des avantages de la civilisation moderne. C'est dans cette situation ambiguë, intermédiaire, où le monde traditionnel sert toujours de référence et où le monde moderne n'est pas encore en place, où le ressentiment est généralisé, que naît l'interprétation extrémiste de l'Islam²⁶. » Pour Washington, la démocratie est donc érigée en dogme car c'est un instrument de construction de la paix mondiale.

La Maison Blanche suit donc avec beaucoup d'attention le processus démocratique en marche en Russie et n'hésite pas à critiquer le rythme insuffisant des réformes. Elle s'inquiète notamment du décalage croissant entre une politique extérieure de plus en plus ouverte et une politique intérieure qui rime avec enfermement. En effet, la remise en ordre du pays, engagée avec vigueur par Vladimir Poutine, ressemble à s'y méprendre à « une régression démocratique »²⁷. Ce que les occidentaux appellent le retour de la « verticale du pouvoir » s'accompagne d'une intolérance forte à l'égard de la concurrence politique et de la puissance économique privée. Très tôt l'équipe Poutine lance l'attaque contre quelques puissants financiers, chefs d'entreprises et patrons de médias. Dans le même temps, le pouvoir central cherche à affaiblir les gouverneurs de province dont les prérogatives sont jugées beaucoup trop

²⁶ Michel Gurfinkiel, « Entretien avec Donald Rumsfeld », Valeurs actuelles, 1^{er} novembre 2002.

²⁷ Expression utilisée par Marie Mendras, chercheuse au CNRS, spécialiste de la Russie au Centre d'Études et de Recherches internationales dans la lettre de prospective du Sénat du 07/06/04

importantes. Le Kremlin veut surtout obtenir de ces dirigeants régionaux, élus au suffrage universel, qu'ils appliquent les directives du centre.

Pour sa défense, Vladimir Poutine rappelle que la Russie adhère sans restriction aux principes démocratiques mais que la démocratie ne s'impose pas de l'extérieur²⁸ et se décline de différentes manières en fonction des cultures et des traditions des peuples. Qui plus est, il note que les Russes ont choisi eux-mêmes la voie de la liberté et que, en dépit des difficultés vécues après la débâcle de l'URSS, une écrasante majorité de la population ne souhaite pas de retour au passé²⁹. Enfin si l'édification d'institutions démocratiques demeure une priorité, Moscou doit dans le même temps s'attacher à renforcer la légalité de l'ordre public et à régler les vieux problèmes sociaux. Cette multiplication des fronts est un des éléments d'explication de la relative lenteur du processus démocratique.

3.2 Des divergences d'intérêt qui resurgissent

Au début de la décennie 90, Moscou a traité toute une série de dossiers de politique étrangère en fonction du seul « facteur américain » et la priorité américaine de son agenda diplomatique lui a fait négliger la relation stratégique avec d'autres pays, en Europe comme en Asie.

Vladimir Poutine ne souhaite pas reproduire les erreurs du passé. Il compte au contraire montrer que la solidarité fondamentale avec les Etats-Unis n'implique pas un alignement sur Washington et que la Russie reste libre de ses choix

3.2.1 Les rapports avec l'axe du mal

La Russie ne partage pas la « phobie » américaine des « Etats voyous » membres de l'axe du mal. Dans ses rapports avec l'Irak et l'Iran, elle se montre pragmatique, cherchant à préserver ses intérêts et à conforter les secteurs clés de son économie.

L'Irak

²⁸ Ce à quoi Washington rétorque que les exemples de l'Allemagne et du Japon en 1945 démontrent le contraire.

²⁹ Cf. interview de l'Ambassadeur de la Russie aux USA, Monsieur Ouchakov, dans le Washington Post du 22 février 2005

A l'aube du XXI^{ème} siècle, le siège de membre permanent du conseil de sécurité des Nations Unies est l'un des derniers attributs de puissance que la Russie puisse réellement revendiquer. En effet, l'effondrement de l'URSS s'est accompagné d'un profond déclin des atouts économiques, géopolitiques et militaires qui ont fait la grandeur de l'URSS pendant la guerre froide. Moscou est donc particulièrement attachée au respect de la légalité internationale incarnée par l'ONU. Toute action internationale qui ignore l'appréciation des Nations Unies ou qui tend à décrédibiliser l'institution dirigée par Kofi Annan ne peut recevoir l'assentiment du Kremlin. Il en va de même d'un état qui remettrait en cause la légitimité de l'ONU³⁰. Nous tenons là l'explication majeure de l'opposition russe à la guerre en Irak. Comme l'a très justement souligné Hélène Carrère d'Encausse, Vladimir Poutine a opéré un choix « moins irakien que légaliste »³¹.

A côté du volet légaliste, des arguments économiques viennent consolider la position de Moscou sur le dossier irakien. Les intérêts économiques de la Russie en Irak sont nombreux et pour la plupart liés au maintien de Saddam Hussein à la tête du régime de Bagdad.

La première inquiétude de Moscou concerne le devenir de la dette de 7 à 9 milliards de dollars d'achat d'armes contractée lors du conflit avec l'Iran. La seconde tient à la déstabilisation éventuelle d'un véritable partenaire commercial à qui la Russie ne vend pas que du matériel de guerre mais également des centrales électriques, des voitures, des machines outils ou encore des bulldozers. Enfin, en cas d'intervention en Irak, les compagnies pétrolières n'ont aucune garantie quant au respect des contrats juteux qu'elles ont décrochés dans le cadre du programme de l'ONU baptisé « pétrole contre nourriture »³².

A la lumière de ces explications, on comprend mieux le ralliement du Kremlin au camp de la paix. Vladimir Poutine a effectué ce ralliement avec beaucoup de finesse. Evitant soigneusement la confrontation directe avec Washington et laissant la France

³⁰ Lors du débat tenu à Prague en octobre 2002 sur le dossier irakien, Richard Perle déclara : « En quoi le fait de s'associer aux dictatures qui peuplent l'ONU, organisation où l'on vend et achète des votes, peut-il bien accroître la légitimité de l'emploi de la force ? ».

³¹ « Le duo Moscou/Washington à l'heure irakienne », politique internationale n°100, été 2003.

³² En 2002 les compagnies pétrolières russes ont pris en charge 35% à 40% du total des exportations de pétrole irakien, soit 124 millions de barils. Elles l'ont transporté et vendu sur le marché mondial, notamment à destination des Etats-Unis. En 1997, Loukoil a signé un contrat de vingt milliards de dollars pour tirer profit pendant 23 ans du gisement géant de Ouest-Qurna. Zaroubejneft, une compagnie d'Etat, s'est vu promettre par Bagdad pour 90 milliards de dollars, la concession du gisement de Bin Umar.

brandir l'étendard des opposants à la guerre, le président russe n'est jamais monté personnellement en première ligne sur le sujet. Néanmoins, il n'a pas cédé aux injonctions des Etats-Unis confortant ainsi son image de leader nationaliste intransigeant aux yeux de l'électorat russe. Cette approche pleine de tact et de précautions a permis à la coopération bilatérale de ne pas trop souffrir de ce désaccord ponctuel. Même si Washington aurait certainement préféré bénéficier du soutien de Moscou sur ce dossier, le Département d'Etat semble lui aussi avoir apprécié la réserve russe. C'est en tous cas ce que laisse entendre la fameuse déclaration de Madame Rice pour qualifier l'attitude à tenir face aux opposants à la guerre : « Punish France, ignore Germany, forgive Russia ».

L'Iran

Si le désaccord irakien n'a pas donné lieu à des confrontations directes entre Moscou et Washington, l'opposition est en revanche frontale sur le dossier iranien. En Irak, les deux anciens rivaux sont au moins tombés d'accord pour dénoncer l'infamie de la dictature irakienne ; en Iran ils divergent même sur l'appréciation du régime de Téhéran.

Les Etats-Unis considèrent qu'il s'agit d'un régime irresponsable, dangereux, caractérisé par sa volonté de détenir l'arme nucléaire, son refus de reconnaître l'Etat d'Israël et son soutien aux mouvements terroristes tels que le Hezbollah et le Jihad islamique. A contrario, Moscou considère Téhéran comme un acteur rationnel et tout à fait prévisible des affaires du monde. Il est le plus important partenaire de la Russie au Moyen orient depuis la fin de la guerre froide, l'allié qui a permis de venir à bout de la guerre civile au Tadjikistan, le voisin chiite qui n'a jamais essayé d'embraser les régions musulmanes de Russie. A la différence de Washington, Moscou opère donc une réelle distinction entre le régime des Talibans, assimilé à un redoutable cancer susceptible de propager la mort et la terreur sur l'ensemble du globe, et celui des Mollahs jugé tout à fait fréquentable.

Sur le volet nucléaire du dossier iranien, les divergences de point de vue sont également éclatantes. Moscou aime d'abord à rappeler le manque de cohérence du discours américain au sujet des programmes nucléaires « clandestins » : le programme présentant un faible risque de prolifération³³, celui de Téhéran, obsède

³³ La Russie justifie l'absence de risque de prolifération par le fait qu'elle ne fournit de l'uranium qu'en échange du combustible déjà utilisé.

Washington, alors que l'administration américaine fait bien peu de cas des visées évidemment proliférantes de son équivalent pakistanais³⁴. Ensuite, contrairement au Département d'Etat américain, les responsables russes estiment que Téhéran a tout à fait le droit d'accéder au nucléaire civil. Igor Ivanov, l'ancien ministre des affaires étrangères russes et actuel directeur du conseil de sécurité du Kremlin, est d'ailleurs en train de préparer un projet de construction d'une installation d'enrichissement d'uranium russo-iranienne pour le réacteur de Busher.

Enfin, si la Russie n'est pas prête à cesser toute coopération avec l'Iran dans le domaine atomique c'est parce que la vente de « savoir faire » nucléaire est l'une des dernières opportunités pour Moscou de maintenir une compétence dans un domaine de très haute technologie, palliant ainsi la très forte dépendance de son économie vis-à-vis de l'exportation d'hydrocarbures.

Conclusion

Depuis la fin de la guerre froide, les Etats-Unis et la Russie sont engagés dans un tumultueux processus de rapprochement qui peine à déboucher sur des réalisations concrètes. Les événements du 11 septembre 2001 vont faire sauter les derniers verrous psychologiques et historiques entravant ce rapprochement et permettre l'instauration d'un véritable partenariat dans les domaines de la défense et de la sécurité. La lutte contre le terrorisme islamiste et la création du Conseil OTAN Russie en sont les deux points d'ancrage.

Ce partenariat, de portée certes limitée, a permis de normaliser et de consolider la relation entre les anciens rivaux. Le fait d'échanger des renseignements stratégiques, de participer à des exercices militaires conjoints, de décider ensemble des réponses à apporter aux menaces du XXI^{ème} siècle a considérablement fait progresser la connaissance et la confiance mutuelles. Cette coopération concrète a fait voler en éclats les fantasmes et autres mythes qui faisaient office de relation et masquaient en fait une totale ignorance réciproque. Avec le concours de leurs présidents respectifs soucieux d'enterrer les vieux démons de la guerre froide, Moscou et Washington sont donc parvenus à établir une relation franche et apaisée.

³⁴ Le réseau d'A.Q.Kahn a transmis des technologies permettant la conception d'armes nucléaires à l'Iran et à la Corée du nord

Cela ne signifie pas qu'aucune divergence de vue ne subsiste. Cela signifie que les désaccords font l'objet d'échanges où l'on débat, non plus à coup de stéréotypes et d'idéologies, mais avec de vrais arguments dans un climat dépassionné. C'est le cas concernant la question de l'établissement des institutions démocratiques en Russie, c'est le cas pour le programme nucléaire irakien. Pouvoir exprimer ses désaccords sans pour autant déboucher sur un divorce profond est l'expression même d'une relation parvenue à maturité.

Avec ce partenariat, la Russie a maintenant un pied dans le club des états riches et civilisés cher au président russe. Quoi de plus emblématique pour signifier ce retour sur la scène internationale de la Russie que le prochain sommet du G8 qui se tiendra au mois de juillet à Saint Pétersbourg sous la présidence de Vladimir Poutine. Néanmoins, Moscou restera sur le seuil de la porte sans jamais le franchir si elle ne parvient pas à élargir la base de la coopération avec l'Occident au secteur économique.

Bibliographie

Ouvrages

ENCEL Frédéric et GUEZ Olivier, La Grande Alliance, Flammarion, Paris, 2003.

LORRAIN Pierre, L'incroyable alliance Russie - Etats-Unis, Editions du Rocher, 2002.

PRIMAKOV Evgueni, Le monde après le 11 septembre et la guerre en Irak, Presses de la Renaissance, Paris, 2003.

Médias, revues et périodiques

Diplomatie

La Revue des deux mondes

La revue internationale et stratégique

L'express

Le Figaro

Le Monde

Le Point

Le spectacle du monde

Politique internationale

Valeurs actuelles

Instituts, Fondations, Groupes

Fondation Carnégie

Fondation pour la recherche stratégique

Institut des Relations Internationales et Stratégiques

Institut Français des Relations Internationales

Organisations étatiques ou supra étatiques

Le groupe de prospective du Sénat

Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie

Table des matières

Sommaire	2
Introduction	3
1. Le 11 septembre 2001 : une chance historique pour Vladimir Poutine	4
1.1 Vaincre les réticences de la société russe à s'engager dans un rapprochement avec l'Occident.....	4
1.1.1 Vladimir Poutine avocat d'un rapprochement nécessaire.....	4
1.1.2 Une société encore pénétrée de l'esprit de la guerre froide	5
1.1.3 Une émotion universelle et une raison incontestable.....	8
1.2 S'affirmer comme un partenaire de sécurité crédible sur la scène internationale	9
1.2.1 Une réputation sulfureuse à surmonter	9
1.2.2 Des relations russo-américaines dans la tourmente	10
1.2.3 Un geste fort et symbolique	11
2. Un rapprochement légitimé par des enjeux multiples.....	13
2.1 Vu de Moscou	13
2.1.1 Stabiliser la proche périphérie et notamment le flanc sud	13
2.1.2 Recevoir le soutien des Etats-Unis dans le développement économique .	14
2.1.3 Faire taire les critiques sur l'intervention en Tchétchénie	15
2.1.4 Redonner à la Russie un rôle de premier plan sur l'échiquier mondial ...	17
2.2 Vu de Washington.....	18
2.2.1 Engager une coopération opérationnelle.....	18
2.2.2 Diversifier les approvisionnements pétroliers.....	19
2.2.3 Elargir sa zone d'influence.....	21
3. Un partenariat à l'épreuve du temps	22
3.1 Des fondements fragiles	22
3.1.1 Un partenariat reposant trop fortement sur la personnalité des chefs d'état et les rapports qu'ils entretiennent	22
3.1.2 Une base de coopération trop étroite.....	24
3.1.3 Des référentiels de valeur différents	25
3.2 Des divergences d'intérêt qui ressurgissent	28
3.2.1 Les rapports avec l'axe du mal.....	28
Conclusion	31
Bibliographie.....	33